

Microfinance et développement humain en Côte d'Ivoire

Microfinance and human development in Côte d'Ivoire.

Auteur 1 : CISSE Kramoko

CISSE Kramoko, (PhD)

1Université Alassane Ouattara de Bouaké/ Faculté Sciences Economiques et Développement, Côte d'Ivoire.

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : CISSE .K (2025). « Microfinance et développement humain en Côte d'Ivoire », African Scientific Journal « Volume 03, Numéro 30 » pp: 0903– 0924.



DOI : 10.5281/zenodo.15785353
Copyright © 2025 – ASJ



Résumé

Cet article analyse la relation entre la microfinance saisie par les encours de crédit de microfinance et le développement humain en Côte d'Ivoire. Pour mettre en évidence empiriquement cette relation, une approche économétrique fondée sur l'estimation d'un modèle ARDL a été utilisée sur la période 1994-2022. Les résultats obtenus indiquent qu'il existe un effet positif entre la microfinance et le développement humain à long terme. La capacité de la microfinance à faire du crédit à l'économie permet aux bénéficiaires directs et indirects d'avoir des revenus, d'assurer les frais d'écologie des enfants en âge d'aller à l'école et de conférer une bonne santé à toute la famille.

Mots clés : Encours de crédit de microfinance, développement humain, Côte d'Ivoire

Abstract

This article analyzes the relationship between microfinance as captured by microfinance credit outstandings and human development in Côte d'Ivoire. To empirically demonstrate this relationship, an econometric approach based on the estimation of an ARDL model was used over the period 1994-2022. The results obtained indicate that there is a positive effect between microfinance and human development in the long term. Microfinance's ability to provide credit to the economy enables direct and indirect beneficiaries to generate income, cover school fees for school-age children and ensure good health for the whole family.

Keywords: Microfinance credit outstandings, human development, Côte d'Ivoire.

Introduction

Les initiatives de microfinance (IMF) ont été mises en avant comme une stratégie clé pour réduire la pauvreté dans les pays les plus pauvres du monde. La microfinance est définie comme un outil de développement qui accorde ou fournit des services et des produits financiers tels que des prêts de petite taille (microcrédits), des épargnes, des microcrédits, des micro assurances et des transferts d'argent pour aider les personnes très pauvres ou exceptionnellement pauvres à développer ou à créer leurs entreprises. L'un des référentiels de la microfinance est celui de la réduction de la pauvreté. Des développements théoriques tendent de leur assigner un rôle réducteur de pauvreté.

C'est dans ce cadre que le microcrédit a acquis une reconnaissance internationale quand la Banque mondiale lui a consacré une attention particulière à travers un rapport annuel (Banque Mondiale, 1998). En 1997, le sommet mondial sur le microcrédit a consacré la microfinance comme une approche fonctionnelle du financement du développement ou, du moins, de réduction de la pauvreté.

L'accès à la microfinance peut améliorer les conditions économiques des ménages (Kuriakose et Joseph, 2020). Les programmes de microfinance sont non seulement bénéfiques pour la santé des femmes bénéficiaires, mais sont également considérés comme bénéfiques pour la santé des enfants et leur état nutritionnel (Rahman, 2002). L'accès à la microfinance facilite la prise en charge des dépenses d'éducation et de santé (en augmentant les revenus des pauvres). Ceci contribue en fin de compte à la formation des capacités humaines (Habib et al., 2006). La microfinance est également connue pour répondre aux besoins des populations mal desservies et défavorisées comme les femmes, les personnes handicapées, les personnes âgées, les chômeurs et ceux qui souhaitent simplement satisfaire leurs besoins fondamentaux (Hansen et al. 2020). En améliorant le niveau de revenu et les conditions de vie, elle contribue à l'amélioration du PIB (Produit intérieur brut), du niveau de santé et du niveau d'éducation, à travers la scolarisation et l'alphabétisation.

Ces principaux facteurs déterminent les dimensions de l'Indice de développement humain (IDH) dans un pays. Le développement humain est le processus d'élargissement des choix des personnes, pour mener une vie longue et saine, acquérir des connaissances et avoir accès aux ressources nécessaires à un niveau de vie décent. L'indice de développement humain (IDH) est ainsi une mesure de la réalisation moyenne d'un pays dans trois dimensions essentielles du développement humain. La première dimension du développement humain est une vie longue et saine mesurée par l'espérance de vie à la naissance. La deuxième est l'accès au savoir tel que

mesuré par le taux d'alphabétisation des adultes (avec un poids de deux tiers) et le taux brut combiné de scolarisation primaire, secondaire et tertiaire (avec un poids d'un tiers). La troisième est un niveau de vie décent mesuré par le PIB par habitant en termes de parité de pouvoir d'achat (PPA) (Rapport sur le développement humain, 2015).

La croyance à la microfinance comme une innovation financière pouvant assurer un développement humain harmonieux a conduit à l'émergence de la microfinance. En Côte d'Ivoire, de 1993 à 2022, les encours de crédits de microfinance sont passés de 4,5 milliards à 512, 975 milliards de FCFA. Dans cette dynamique, l'indice de développement humain est passé de 0,454 en 1997 à 0,534 en 2022 en Côte d'Ivoire. Bien que l'IDH ait subi une amélioration, le niveau de développement humain n'a pas encore atteint un niveau élevé.

Cette situation suscite des réflexions sur l'impact de la microfinance relativement au développement humain. La maîtrise de l'impact de la microfinance demeure partielle et, à certains égards, contestée. Ceci transparait dans les études empiriques.

Les études empiriques sur les liens entre finance et développement humain (Kuri et Laha, 2011 ; Arora, 2012) sont relativement rares. Seules quelques études ont été menées pour établir un lien de cause à effet entre la portée de la microfinance et ses implications sur les indicateurs de développement humain. Les institutions de microfinance fournissent souvent des services financiers qui sont complétés par d'autres services non monétaires (Arouri et al., 2014). Ces formules de mix financier (microfinance plus) peuvent avoir des implications directes sur les indicateurs de développement humain (Kuriakose & Joseph, 2020). Wydick (2002) a constaté un effet positif du microcrédit sur la scolarisation des enfants au Guatemala. Deloach et Lamanna (2011) indique que la présence d'IMF améliore considérablement la santé des enfants dans les villages indonésiens. Dans le cadre conceptuel, on suppose que les activités économiques par le biais des programmes de microfinance peuvent entraîner une amélioration des rendements des actifs, ce qui conduira au développement humain. Kuriakose et Joseph (2020) soulignent que les institutions de microfinance qui adoptent une approche intégrée ont un impact plus important sur le développement humain que celles qui adoptent une approche minimaliste. De plus, cet impact des institutions de microfinance est dû à leurs fonctions de production génératrices de revenus et à leur fonction de protection contre la vulnérabilité. Par conséquent, une approche intégrée de la microfinance a des effets générateurs de revenus et d'atténuation des risques qui se traduisent par de meilleurs indicateurs de développement humain.

Malgré son objectif inhérent de « faire le bien », il est difficile de définir le rôle de la microfinance dans la réalisation du développement humain, car la conceptualisation implique une forme de connexion directe et indirecte pour expliquer la relation (Duvendack et al., 2011). Il est essentiel de reconnaître que la microfinance n'est pas sans défauts, dont certains incluent (i) des taux d'intérêt exorbitants (Cull et al. 2009) ; (ii) une incitation au surendettement des clients (Guérin et al. 2015) ; (iii) un bilan douteux en matière d'autonomisation des femmes (Karim 2011, Garikipati et al. 2017) ; (iv) une importance excessive accordée au crédit plutôt qu'à d'autres services (Mader 2015) ; (v) des méthodes de recouvrement agressives (Mader 2013) ; et, plus important encore, (vi) un manque d'impact démontrable sur la réduction de la pauvreté (Duvendack et al. 2011, Stewart et al. 2012). De même, les rendements améliorés des actifs ne sont toujours pas consacrés aux dépenses liées à la santé et à l'éducation (Goetz et Sen Gupta, 1996).

Dans ce contexte d'un niveau faible de développement humain, de controverses et de manque d'universalité de l'effet de la microfinance sur le développement humain dans les études existantes que cet article a tenté à nouveau d'étudier le thème : Microfinance et développement humain en Côte d'Ivoire.

La question fondamentale qui demeure est de savoir : quelle est la contribution de la microfinance à l'IDH en Côte d'Ivoire? Ainsi, l'objectif de cet article est de chercher à élucider la nature de la relation microfinance et développement humain en Côte d'Ivoire.

Dans cette optique, afin de répondre à l'objectif de cette étude, il est nécessaire de formuler une hypothèse qui permettra de tester les liens potentiels entre la microfinance et le développement humain, en se basant sur les éléments théoriques et empiriques préalablement établis. Ainsi, l'hypothèse de cette étude est que la microfinance impacte positivement et significativement le développement humain en Côte d'Ivoire.

Par ailleurs, à notre connaissance, la littérature existante n'a pas accordé beaucoup d'attention à la relation entre la portée de la microfinance et le développement humain en Côte d'Ivoire. Se faisant, nous apportons un tant soit peu, au travers de cet article, notre contribution au débat et un enrichissement de la littérature économique, en tentant de spécifier la relation existant entre la microfinance saisie par les encours de crédit de microfinance (traduisant la capacité des IMFs à octroyer du crédit aux pauvres) et le développement humain dans une perspective macroéconomique. En abordant cette approche macroéconomique, l'article fait usage d'une méthode économétrique ARDL sur la période 1994-2022.

La structure de l'article est la suivante : la section 1 passe en revue la littérature existante sur la relation microfinance et développement humain ; la section 2 décrit le modèle utilisé et la méthode d'analyse ; la section 3 présentant l'analyse des résultats, est suivie de la conclusion.

1. Revue de littérature

1.1. Revue théorique

La microfinance est basée sur les principes qui visent à assurer la prospérité de l'humanité. Dans une étude conjointe menée par BIDS et la Banque mondiale au Bangladesh, les résultats ont confirmé l'affirmation selon laquelle les programmes de microfinance encouragent l'investissement des ménages pauvres dans le capital humain par le biais de la scolarisation et du comportement contraceptif des familles (Khandker 1988 ; Pitt et Khandker 1998). Selon Maldonado et González-Vega (2008), la microfinance peut influencer l'éducation par cinq canaux à savoir le revenu des ménages, une scolarisation soutenue au fil du temps, l'éducation des enfants, la transmission des incitations à l'éducation d'une génération à l'autre et la baisse au recours au travail des enfants.

La microfinance a le potentiel de rendre les services de santé essentiels plus accessibles et de permettre aux personnes d'épargner pour des besoins futurs ou de rembourser les coûts lentement au fil du temps. En facilitant la détection précoce des cas, grâce au financement opportun des soins ambulatoires, elle peut minimiser le risque d'hospitalisation, réduisant ainsi les coûts et permettant aux personnes de continuer à travailler (Aouri & al, 2014). Kuriakose & Janssen (2020) indique que les institutions de microfinance qui suivent une approche intégrée ont un impact plus important sur le développement humain que celles qui suivent une approche minimaliste.

L'une des principales critiques de la microfinance est l'affirmation selon laquelle, elle n'atteint pas les plus pauvres parmi les pauvres ou que les plus pauvres sont délibérément exclus des programmes de microfinance d'où la question de la dualité des missions des institutions de microfinance.

Certaines institutions de microfinance (IMFs) se sentent parfois tiraillées entre leur mission sociale (toucher les exclus, renforcer leurs capacités, etc. ou performance sociale) et leurs objectifs financiers (couvrir les coûts de l'offre de services ou performance financière) (Lapenu & Doligez, 2007, p.46). Cet arbitrage empêcherait les IMFs de lutter efficacement contre la pauvreté et les inégalités de revenus. Elles doivent concilier une mission sociale avec des impératifs d'équilibre économique. C'est dans ce cadre que nous retrouvons les débats

controversés sur la pérennité des IMFs et les conflits d'objectifs potentiels entre l'économique et le social animés par les institutionnalistes et les welfaristes.

Les welfaristes (la vision du bien-être social) évaluent la performance de l'IMF du point de vue du client à travers la portée sociale (outreach) et l'analyse d'impact (impact assessment). Ils mettent en avant l'objectif social des IMFs qui devraient privilégier le bien être des bénéficiaires des services de microfinance, sans pour autant sacrifier l'objectif économique de rentabilité. Ils se concentrent sur l'utilisation du crédit pour aider à surmonter la pauvreté, principalement en fournissant des crédits avec des taux d'intérêt subventionnés.

Par ailleurs, certaines IMFs sont dominées par un paradigme institutionnaliste soutenant qu'une IMF devrait pouvoir couvrir ses coûts d'exploitation et de financement avec les revenus du programme. Les IMFs sont des structures capitalistes comme les autres, dont l'une des finalités est la recherche de la rentabilité. Les institutionnalistes évaluent la performance du point de vue de l'institution en ciblant une clientèle de ménages pauvres et en visant la pérennité financière de l'IMF. La vision institutionnaliste tend à privilégier les pauvres se situant à proximité du seuil de pauvreté en délaissant les plus pauvres. Si le microcrédit s'adresse en fait à des clients situés au-dessus de la ligne de pauvreté, il contribue non à restreindre mais à accroître les inégalités de revenu par rapport aux couches sociales les plus démunies (Servet, 2009).

L'arbitrage entre les deux visions (welfariste et institutionnaliste) est désigné par Morduch (2000) comme le schisme de la microfinance dans la mesure où ces deux approches proposent une vision différente de ce que devraient être les priorités et la fonction des institutions de microfinance. A l'analyse ces deux visions semblent être complémentaires contrairement au dualisme idéologique auquel elles renvoient. L'approche welfariste permet d'enclencher un processus en soulageant immédiatement les plus pauvres, seul un élargissement des sources de financement rendu possible par l'approche institutionnaliste permet la pérennisation des IMFs et une réelle amélioration du bien-être général. Ces deux approches prônent une vision unique qui est celle de la réduction de la pauvreté voire du développement humain.

1.2. Revue empirique

Raichoudhury (2016) a mené une analyse comparative afin d'examiner le lien entre le processus d'inclusion financière et le niveau de développement humain. Cette analyse indique une corrélation positive entre le niveau de développement humain et celui de l'inclusion financière. Ainsi, les pays présentant un niveau d'inclusion financière relativement élevé sont également ceux qui présentent un niveau de développement humain élevé. De même, le développement financier améliore le développement humain (Asongu et Rexon 2021, Ostojic 2013). La

microfinance est en réalité une composante essentielle du développement financier, en particulier dans les pays en développement. Une littérature petite mais émergente analyse le rôle joué par la microfinance dans le développement humain. En outre, le fonds d'autonomisation communautaire à travers la microfinance joue un rôle dans l'éducation, le lancement de nouveaux projets et le financement de projets existants pour le bien-être de la communauté (Kapchanga et al 2022). Afrane (2002) a mené une étude sur les évaluations d'impact au Ghana et en Afrique du Sud montrant que les interventions de microfinance ont permis d'améliorer considérablement les revenus des entreprises, l'accès à des installations améliorant la qualité de vie et l'autonomisation des femmes. Couchoro & Gbandi (2018) étudie, dans une perspective macro-économique, l'impact de la microfinance sur la pauvreté, sous l'angle du développement humain et des privations multidimensionnelles. Les estimations sur un panel de pays de la CEDEAO montrent que la microfinance est positivement et significativement associée aux indices dimensionnels du développement humain de santé et de revenu. Une approche intégrée de la microfinance a des effets générateurs de revenus et d'atténuation des risques qui se traduisent par de meilleurs indicateurs de développement humain. Abdallah (2022), a étudié la relation entre l'intensité de la microfinance et le développement humain dans le contexte africain. Un panel de 20 pays africains sur une période de 5 ans allant de 2015 à 2019 a été estimé à travers la régression linéaire multiple, indiquant l'existence dans le contexte africain d'un impact positif et significatif de la microfinance sur le développement humain.

Par ailleurs, des études récentes montrent les effets négatifs du microcrédit. Banerjee et al. (2015a), Angelucci et al. (2015) et Tarozzi et al. (2015) ont émis des doutes sur les impacts transformateurs du microcrédit en tant qu'outil de développement. Crépon et al. (2011) présentent les résultats d'une expérience randomisée conçue pour mesurer l'impact du microcrédit dans les zones rurales du Maroc. Ils constatent que l'accès au microcrédit n'a pas conduit à la création de nouvelles entreprises, mais seulement à une expansion de l'échelle des entreprises existantes. La microfinance n'est pas la panacée pour le développement humain. Elle ne peut être qu'un moyen de promouvoir l'inclusion financière dans les régions à faible inclusion financière (Laha, 2022).

Van Rooyen et al. (2012) se sont également concentrés sur l'impact de la microfinance sur les personnes pauvres dans leur revue systématique des études menées en Afrique subsaharienne. Ils signalent que la microfinance a un impact légèrement positif, mais qu'elle entraîne aussi occasionnellement une détérioration des situations auxquelles sont confrontés les bénéficiaires.

Banerjee et al. (2015b) rapportent que les programmes de prêts de groupe en Inde augmentent l'utilisation du microcrédit avec un impact positif sur l'investissement et les bénéfices des petites entreprises ainsi que sur les dépenses de biens durables, mais seulement sur une courte période. Ils n'ont pas non plus constaté d'effets significatifs des prêts de microcrédit de groupe sur la santé, l'éducation ou l'autonomisation des femmes. Angelucci et al. (2015) et Tarozzi et al. (2015) démontrent que l'efficacité de la microfinance est modeste, avec peu ou pas de preuves d'efficacité dans la promotion du micro-entrepreneuriat, du revenu, du marché du travail, de la consommation, du statut social, du bien-être subjectif, de la scolarisation ou de l'autonomisation, malgré une augmentation substantielle de l'accès au crédit.

Cette revue de littérature empirique a mis en relief des résultats contradictoires, jetant le doute sur la force du microcrédit non seulement en termes de résultats financiers mais aussi sur sa capacité réelle à améliorer plusieurs dimensions du développement humain. Il apparaît donc nécessaire de mesurer leur contribution au développement économique et social.

Aucune des études sus évoquées à notre connaissance, ne traite de la relation microfinance-développement humain en Côte d'Ivoire. Le contexte ivoirien s'y prête en ce sens que le pays se trouve dans une forte dynamique de développement à travers son Plan National de Développement (PND).

2. Modèle et méthode d'analyse

2.1. Positionnement épistémologique

Le positionnement épistémologique de l'étude de la relation « microfinance et le développement humain » s'inscrit dans une approche positiviste. Ainsi, l'objectif de cette étude est de quantifier les effets de la microfinance sur le développement humain à travers des indicateurs mesurables, comme l'Indice de Développement Humain (IDH). Cette approche recherche des causalités directes. De ce fait nous utiliserons un outil quantitatif tel qu'un modèle économétrique ARDL.

Tout en adoptant l'approche positiviste, la méthode hypothético-déductive, une approche méthodologique qui reposant sur le raisonnement logique et les tests empiriques d'hypothèses formulées a priori est appliquée à l'étude de la relation entre la microfinance et le développement humain. Cette méthode permet d'examiner comment les services financiers à petite échelle influencent le bien-être humain.

2.2. Modèle économique

Le cadre empirique de l'étude comprend les effets de la Microfinance (IMF) sur le Développement Humain (IDH) avec d'autres variables de contrôle : Développement Financier (DF), Importation de biens et services (Imp).

encremi/PIB (le pourcentage de l'encours de crédit de microfinance relativement au PIB): Il représente le volume de crédits qui sont distribués aux membres et qui n'est pas encore recouvré, rapporté au produit intérieur brut. Le volume de crédit qui est rapporté au PIB, n'a pas encore fait l'objet d'un remboursement. Il comprend uniquement le résidu du principal, sans prendre en compte les intérêts ou autres frais susceptibles d'être encore échus. Son augmentation est rendue possible grâce à l'amélioration des performances des remboursements antérieurs. De plus, l'encours traduit la capacité des SFD à injecter des volumes importants de crédit dans l'économie. Ainsi, le niveau de l'activité en termes d'encours participe activement au financement de l'économie nationale. C'est pourquoi, l'on rapporte l'encours de crédits de microfinance au PIB. Le fait de le rapporter au PIB, permet de mettre en exergue son intensité dans l'économie. Nous supposons que la microfinance améliore le développement humain. Les pauvres augmentent leur capacité opérationnelle à tirer parti de leur investissement. Son signe devrait être positif. Les données encremi/PIB sont collectées à partir des monographies de la BCEAO relatives au Système Financier Décentralisé (SFD).

IDH (L'Indice de développement humain) : L'IDH, représentant la variable dépendante est utilisé pour mesurer le développement humain. Selon Dervis et Klugman (2011), l'IDH est l'indice composite le plus populaire du développement humain. L'IDH est un indice composite mesurant la réalisation moyenne dans trois dimensions fondamentales du développement humain : une vie longue et saine, des connaissances et un niveau de vie décent (PNUD, 2019). L'IDH est influencé par les encours de crédits de microfinance. Les données de l'IDH sont collectées auprès du centre de données du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Cred/PIB (Crédit bancaire en pourcentage du PIB) : Il représente le développement financier : Il est donc suggéré que la lutte contre les défis du développement humain par une allocation efficace du capital améliorerait l'accès des pauvres au financement pour financer des investissements rentables et augmenter le revenu moyen (Perroti 1993). Le résultat final de la facilité d'accès au financement serait une amélioration du bien-être humain en raison de l'augmentation de la croissance économique et de la réduction des inégalités de revenus (Beck et al. 2009, Beck, Levine 2007). Son signe devrait être positif. Les données Cred/PIB sont

collectées à partir des indicateurs du développement dans le monde (WDI), base de données de la Banque mondiale.

Imp/PIB (Importation de Biens et services) : l'ouverture affecte directement le développement humain. A travers l'importation les pays échangent des biens et des services. Ceci permet d'élargir les opportunités de choix des populations. De même, à travers les importations les pays échangent également des technologies, des idées et des idéologies. En échangeant des technologies, des idées et des idéologies, la population mondiale a la possibilité de choisir les meilleures et les plus fructueuses. Ces arguments montrent les effets directs de l'importation des biens et services sur le développement humain. Il existerait une corrélation positive et plus élevée constatée entre l'ouverture commerciale et l'IDH. Les données Imp/PIB sont collectées à partir des indicateurs du développement dans le monde (WDI), base de données de la Banque mondiale.

Nos données à fréquence annuelle ont été recueillies sur la période allant de 1994 à 2022. La période d'étude est limitée par la disponibilité des données. Le logiciel Eviews 12 est utilisé pour toutes les régressions économétriques.

Ainsi, notre fonction serait sous la forme fonctionnelle suivante:

$$idh = f(encremi / pib, cred / pib, imp / pib) \quad (1)$$

2.3. Méthode d'analyse

La méthodologie adoptée pour le traitement de notre problématique est le modèle autorégressif à retards échelonnés (Autoregressive Distributed lag ARDL) mis en place par Pesaran and Shin (1999), puis accru par Pesaran, Shin and Smith (2001). Le modèle économétrique ARDL permet de tester notre hypothèse de départ sur la relation causale entre microfinance et développement humain. Le choix de cette méthode se motive par plusieurs explications. Le modèle ARDL présente plusieurs avantages pour l'analyse de la relation microfinance et développement humain, notamment la flexibilité vis-à-vis de la stationnarité des variables, la possibilité d'estimer à la fois les effets à court et à long terme et son efficacité dans les contextes de petites tailles d'échantillons.

Si l'on se propose de saisir les effets de court terme et ceux de long terme des variables explicatives ci-dessus sur le développement humain, la représentation ARDL de la fonction (1) sera :

$$\Delta idh = a_0 + \sum_{i=1}^p a_{1i} \Delta idh_{t-i} + \sum_{i=0}^q a_{2i} + \Delta encremi / pib_{t-i} + \sum_{i=0}^q a_{3i} \Delta cred / pib_{t-i} + \sum_{i=0}^q a_{4i} \Delta imp / pib_{t-i} + b_1 idh_{t-1} + b_2 encremi / pib_{t-1} + b_3 cred / pib_{t-1} + b_4 imp / pib_{t-1} + e_t \dots \dots \dots (2)$$

Avec Δ : opérateur de différence première ; a_0 : constante ; $a_1 \dots a_4$: effets à court terme ; $b_1 \dots b_4$: dynamique de long terme du modèle ; $e \sim idd (0, \sigma)$: terme d'erreur (bruit blanc).

3. Résultats empiriques

3.1. Propriétés statistiques des variables

L'estimation des modèles et le choix de la méthode empirique seront conditionnés aux propriétés statistiques des séries. On procédera ainsi à des tests de racine unitaire. On retient successivement le test de Dickey-Fuller augmenté (Dickey et Fuller 1979, ADF), le test de Phillips et Perron (1988, PP), qui visent à savoir si une série temporelle est stationnaire c'est-à-dire si ses propriétés statistiques (espérance, variance, auto-corrélation) varient ou pas dans le temps) et le test de Zivot et Andrews (1992, ZA) qui prend en compte les ruptures ('breaks') dans les séries.

Dans ce dernier test, l'hypothèse nulle suppose que la série présente une racine unitaire sans aucune rupture, tandis que l'hypothèse alternative suppose que la série est stationnaire avec une seule rupture à date inconnue.

Les résultats des tests présentés dans le tableau 1 montrent que toutes les séries sont stationnaires en différence première, ce qui implique qu'il n'y a aucune présence de racines unitaires dans la forme différenciée de ces variables. Ce résultat implique également que la stationnarité des variables a été atteinte en différence première et les variables sont intégrées d'ordre 1.

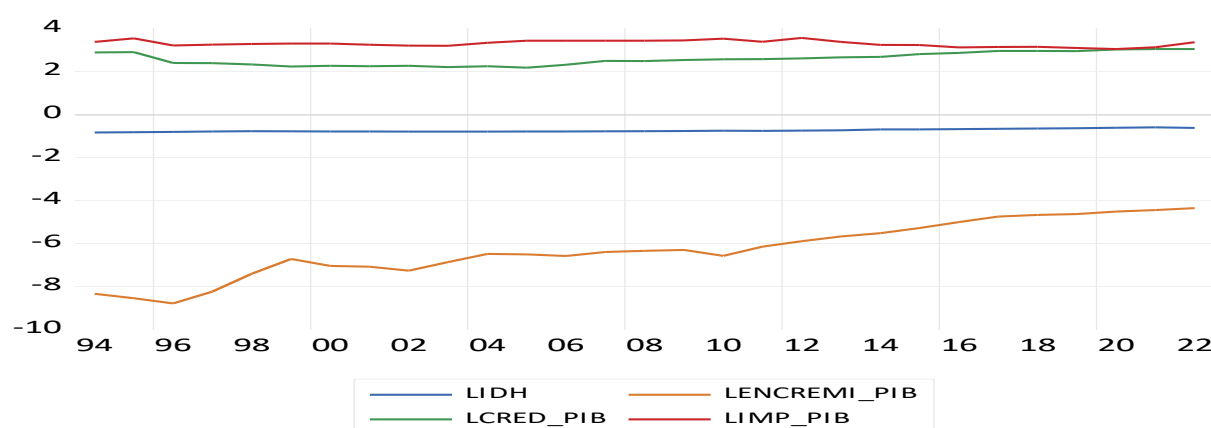
Tableau N°1: Résultats des tests de racine Unitaire

Variable	Stationnarité à niveau			Stationnarité en différence			Ordre d'intégration
	Modèle	ADF	PP	Modèle	ADF	PP	
CRED_PIB	Sans Constante et sans tendance	0,206	0,092	Constante et tendance	-6,014*	-5,960*	I (1)
		0,738	0,704		0,000	0,000	
Encremi_Pib		2,250	5,379	Constante et tendance	-3,534***	-3,517***	I (1)
	Aucune	0,992	1,000		0,050	0,050	
Idh		1,783	3,001	Aucune	-2,082**	-2,874*	I (1)
	Aucune	0,979	0,998		0,038	0,005	
Imp_pib		-2,175	-2,569	Aucune	-3,703*	-6,875*	I (1)
	Constante	0,218	0,145		0,000	0,000	

Source : Calculé par l'auteur à partir des données de la douane ivoirienne et de WDI (Année 2020)

En outre, ayant observé que graphiquement certaines variables présentent des ruptures, nous avons procédé au test Zivot-Andrews (1992).

Figure N°1 : Evolution des variables



Source : Calculé par l'auteur à partir des données de la douane ivoirienne et de WDI (Année 2023)

Le test Zivot-Andrews est utilisé pour une série qui accuse une rupture de structure ou changement de régime identifié de façon endogène.

Les résultats du test Zivot-Andrews sont rapportés dans le tableau 2. Les séries LEncremi/pib et LCred/pib sont intégrées d'ordre 1 (stationnaire après première différence), alors que LImp/pib reste stationnaire à niveau (sans différenciation). Les séries sont ainsi intégrées à des ordres différents, ce qui rend inefficace le test de cointégration de Engel et Granger (cas

multivarié) et celui de Johansen, et rend opportun le test de cointégration aux bornes (Pesaran, 2001).

Tableau 2. : Résultats des tests Zivot-Andrews

	Zivot-Andrews	Date de rupture/Zivot-Andrews		Zivot-Andrews	Date de rupture/Zivot-Andrews	Constat
LEncremi_pib	-4.358	2013	Δ LEncremi_pib	-5.753*	2010	I(1)
LCred_pib	-3.722	2007	Δ LCred_pib	-8.842*	1998	I(1)
LImp_pib	-5.244*	2012	Δ LImp_pib	-7.229*	2021	I(0)

Source : Calcul de l'auteur à partir des données de BCEAO, PNUD et de WDI (Année 2023)

NB : *Significatif à 1% ; ** Significatif à 5% ; ***Significatif à 10%

Les conditions requises pour effectuer le test de cointégration en utilisant l'approche du Bound testing (cointégration) sont satisfaites. Sur la base du test de racine unitaire ci-dessus, nous appliquons le test de cointégration de Pesaran pour déterminer s'il existe une combinaison linéaire des variables du modèle qui soit cointégrée.

3.2. Résultats des tests de cointégration aux bornes de Pesaran et al (2001)

Nous allons nous servir du critère d'information de Schwarz (SIC) pour sélectionner le modèle ARDL optimal, celui qui offre des résultats statistiquement significatifs avec les moins des paramètres. Ci-dessous les résultats d'estimation du modèle ARDL optimal retenu :

Tableau 3: Modèle ARDL (4,4,4,2)

Variable dépendante LIDH				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.*
lencremi_pib	-0.023675	0.011049	-2.142708	0.0694
lcred_pib	0.114744	0.051738	2.217801	0.0621
limp_pib	-0.026515	0.017539	-1.511771	0.1743
c	-0.980050	0.217459	-4.506829	0.0028
R-squared	0.998046	F-statistic		210.2797
Adjusted R-squared	0.993299	Prob(F-statistic)		0.000000
		Durbin-Watson stat		2.539987

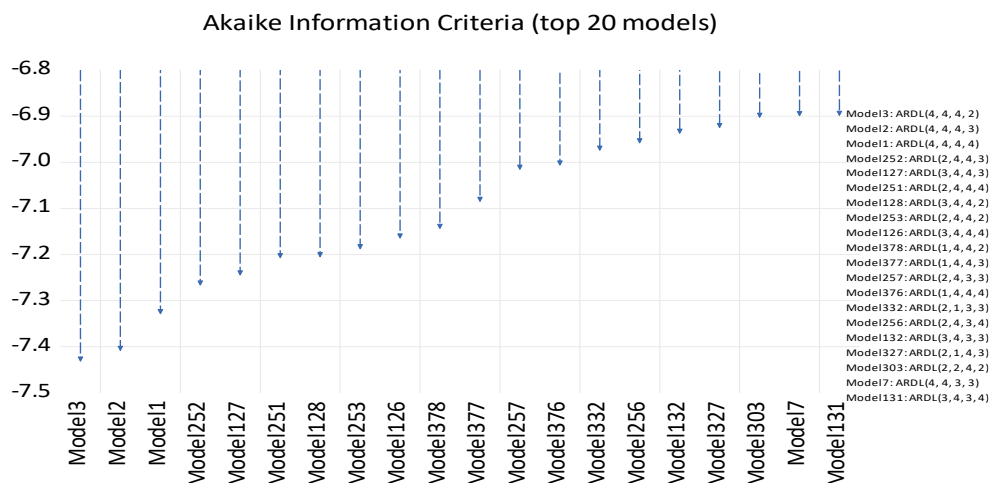
*Note: p-values and any subsequent tests do not account for model selection

Source : Calcul de l'auteur à partir des données de BCEAO, PNUD et de WDI (Année 2023)

NB : *Significatif à 1% ; ** Significatif à 5% ; ***Significatif à 10%

Comme on peut le voir, le modèle ARDL (4,4,4,2) est le plus optimal parmi les 19 autres présentés, car il offre la plus petite valeur du AIC.

Graphique 2 : Evolution des variables



Source : Calcul de l'auteur à partir des données de BCEAO, PNUD et de WDI (Année 2023)

Du tableau 4, il ressort que la F-calculée (8,421) pour l'équation de l'étude mettant en relation microfinance et développement humain est supérieure à la plus grande valeur de Pesaran et al. (2001) à 1%, 5% et 10%.

Tableau 4: Résultats des tests de cointégration de Pesaran et al (2001)

Recettes douanières	Seuil critique	F-stat calculée	Borne <	Borne >	Décision
	1%	8.421	3,65	4.66	oui
	5%	8.421	2,79	3.67	oui
	10%	8.421	2,37	3.2	oui

Source : Calcul de l'auteur à partir des données de la douane ivoirienne et de WDI (Année 2023)

Pour s'assurer effectivement de l'existence de ces relations de long terme, nous allons poursuivre le traitement économétrique en analysant les coefficients des termes d'erreurs dans les estimations qui vont suivre. Au préalable, nous procédons aux tests diagnostiques.

Nous procédons à une série de tests diagnostiques. Le test d'hétéroscédasticité consiste à tester la constance de la variance (homoscédasticité) du terme erreur. Le test d'omission de variables explicatives pertinentes permet de savoir si toutes les variables pertinentes servant à expliquer la variable dépendante sont incluses dans le modèle. Les tests diagnostiques se sont révélés concluants.

Tableau 5 : Résultats des tests de diagnostics des variables relatives aux élasticités globales

Tests statistiques	Corrélation sérielle	Normalité	Heteroscedasticité	Forme Fonctionnelle
Hypothèses nulls	Absence de corrélation sérielle	Normalité de distribution	Homoscedasticité	Bonne spécification
Tests	Breusch-Godfrey	Jarque-Bera	Breusch-Pagan-Godfrey	Ramsey (Fisher)
	2,564	1,652	0,451	4,996
	0,232	0,437	0,914	0,066

Source : Calcul de l'auteur à partir des données de la BCEAO, PNUD et de WDI (Année 2023)
Corrélation sérielle est le Breusch-Godfrey test; Normalité is the Jarque Bera test;
Heteroscedasticité test is the White (no cross term) and forme fonctionnelle is the Ramsey RESET test

3.3. Résultats des estimations

3.3.1. Estimation de Long terme

Encours de crédit de microfinance (lencremi/pib) : La valeur du coefficient est de 0,025. Le coefficient est statistiquement significatif au seuil de 5%. La microfinance a une relation positive de long terme avec le développement humain. La capacité des microfinances à faire du crédit à l'économie améliore le développement humain.

Cela implique qu'une variation des encours de crédits de microfinance de 1% engendre une variation du développement humain de 0,025%. Dans le même ordre d'idées, et concernant les résultats dégagés, d'une part, ils corroborent ceux obtenus par plusieurs chercheurs, entre autres, Mahmoud & al. (2016) ; Bangoura & al. (2016) ; Subramaniam & al. (2021). D'autre part, ils contestent ceux dégagés par un certain nombre d'auteurs tels que Donou-Adonsou & sylwester (2016), pour lesquels la microfinance ne semble avoir aucun effet sur la pauvreté et le développement humain.

La capacité de la microfinance à faire du crédit à l'économie permet aux bénéficiaires directs et indirects d'assurer les frais d'écolage des enfants en âge d'aller à l'école et de conférer une bonne santé à toute la famille.

Les IMF jouent un rôle de plus en plus crucial dans la réalisation d'objectifs politiques et économiques cruciaux tels que la réduction de la pauvreté et l'amélioration des opportunités pour les groupes marginalisés et économiquement défavorisés.

Toutefois, vu la faiblesse du coefficient, il est nécessaire de trouver des mécanismes afin de renforcer la capacité financière de la microfinance et promouvoir l'efficacité des services aux communautés. De même, la microfinance n'est pas la panacée pour atteindre le développement humain en Côte d'Ivoire. Il importe de continuer de développer des infrastructures physiques dans le secteur de la santé et d'améliorer le ratio médecin/Patients. En outre, il urge de réaliser des réformes supplémentaires dans le secteur de la santé.

Développement financier (lcred/pib) : Le coefficient est de 0,149. Le coefficient a un signe positif et est statistiquement significatif au seuil de 5%. Pour chaque augmentation d'1 pourcent du crédit bancaire au secteur privée, le développement humain augmentent en moyenne de 0,149 pourcent. L'effet net accumulé (à long terme) de l'offre de crédit/PIB sur le développement humain est positif mais n'a pas un fort pouvoir d'influence sur le développement humain, ce qui implique que le crédit privé a un effet positif sur le développement du secteur privé et que la proportion des institutions privées qui bénéficient de ce crédit est faible en raison des conditions de crédit strictes.

Importation de biens et services (limp/pib) : Les résultats révèlent un coefficient négatif et significatif de 0,058 au seuil de 5%. Bien que les importations de biens et services offrent une large gamme d'opportunités de choix de biens et services, de technologies et d'idéologies à la population, en Côte d'Ivoire, ceci semble ne pas être vérifié. Cela s'expliquerait par le faible pouvoir d'achat de la population.

Tableau 6 : Coefficients de relations de long terme

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
lencremi_pib	0.025741	0.006749	3.813781	0.0066
lcred_pib	0.149450	0.025242	5.920576	0.0006
limp_pib	-0.058659	0.013044	-4.496886	0.0028
c	-0.756042	0.086121	-8.778873	0.0001
Observations 29				

Source : Calcul de l'auteur à partir des données de WDI (Année 2023)

3.3.2. Estimation de court terme

Les termes de correction d'erreur ont un signe négatif, inférieur à une unité et à une p-value inférieure à 0,05, comme souhaitée.

Le coefficient négatif et significatif du terme de correction d'erreur (CE) pour ce modèle pourrait impliquer l'existence de forces économiques qui agissent pour rétablir l'équilibre du développement humain après des perturbations à court terme (Cf. tableau 7).

Les résultats montrent que la microfinance, le développement financier et les importations de biens et services ne sont pas significatifs au seuil de 5%. Au seuil de 10% le sont la microfinance et le développement financier avec un coefficient respectivement de -0,023 et de 0,114. Les encours de crédit de microfinance, à savoir la capacité des IMF à faire du crédit à l'économie n'a d'effet positif sur le développement humain à court terme en Côte d'Ivoire. Ceci pourrait s'expliquer par la faiblesse des encours de crédit de microfinance face au défi complexe du développement humain. Le développement financier améliore le développement humain à court terme. Toutefois, les banques devraient trouver des mécanismes flexibles permettant de faire d'avantage de crédits au secteur privé.

Tableau 7: ARDL (2, 2, 2, 0) short run estimate

Dependent Variable: D(LIDH), ARDL Long Run Form and Bounds Test				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(lencremi_pib)	-0.023675	0.011049	-2.142708	0.0694
D(lcred_pib)	0.114744	0.051738	2.217801	0.0621
D(limp_pib)	-0.026515	0.017539	-1.511771	0.1743
CointEq(-1)	-0.980050	0.217459	-4.506829	0.0028
Obsevation	29			

Source : Calcul de l'auteur à partir des données de WDI (Année 2023)

Conclusion

Le rôle fondamental assigné à la microfinance est la réduction de la pauvreté pour un développement humain harmonieux. Cette mission sociale a suscité des débats théoriques entre les welfaristes et les institutionnalistes à telle enseigne que l'opposition entre ces 2 approches a été qualifiée par Morduch (2000) comme le « schisme » de la microfinance. L'approche welfariste, qui porte son attention sur l'exigence sociale de ciblage des pauvres et d'amélioration de leurs conditions de vie et l'approche institutionnaliste, qui défend l'exigence de rentabilité et de viabilité de l'institution. Au-delà de leur opposition, ces deux (2) approches s'attèlent à mettre en exergue la meilleure façon d'aider les pauvres en leur fournissant un accès à des services financiers. Ces deux approches semblent être complémentaires en ce sens qu'elles considèrent la microfinance comme un outil de développement humain. Dans le souci de vérifier cette relation dans le contexte ivoirien, une approche économétrique fondée sur l'estimation d'un modèle ARDL a été utilisée sur la période 1994-2022.

Les résultats, conformément à nos attentes, indiquent que les encours de crédit de microfinance améliorent le développement humain en Côte d'Ivoire à long terme. La capacité de la microfinance à faire du crédit à l'économie permet aux bénéficiaires directs et indirects d'avoir des revenus, d'assurer les frais d'écolage des enfants en âge d'aller à l'école et de conférer une bonne santé à toute la famille. De tels résultats imposent une mobilisation suffisante des ressources longues et une bonne gouvernance de la part de la microfinance qui renforceraient la capacité des IMFs (du côté de l'offre) à faire du crédit à l'effet d'améliorer efficacement le développement humain. De même, la microfinance n'est pas la panacée pour atteindre le développement humain en Côte d'Ivoire. Il importe de continuer de développer des infrastructures physiques dans le secteur de la santé et d'améliorer le ratio médecin/Patients. En outre, il urge de réaliser des réformes supplémentaires dans le secteur de la santé. Parallèlement, l'effet net accumulé (à long terme) de l'offre de crédit/PIB sur le développement humain est positif à long terme, mais n'a pas un fort pouvoir d'influence sur le développement humain. Une telle situation implique que le crédit privé a un effet positif sur le développement du secteur privé et que la proportion des institutions privées qui bénéficient de crédit est faible en raison des conditions d'octroi de crédits strictes. Bien que les importations de biens et services offrent une large gamme d'opportunités de choix de biens et services, de technologies et d'idéologies à la population, en Côte d'Ivoire, ceci semble ne pas être vérifié. Cela s'expliquerait par le faible pouvoir d'achat de la population.

BIBLIOGRAPHIE

- Abdallah, A., M. & M Mughal (2022) "Microfinance and poverty reduction: Evidence from Djibouti". *Review of Development Economics* 26 (2), 1189-1224, 2022.
- Afrane, S. (2002) "Impact Assessment of Microfinance Interventions in Ghana and South Africa: A Synthesis of Major Impacts and Lessons," *Journal of microfinance*
- Angelucci, M., Dean, K. & Jonathan I. (2015) "Microcredit Impacts: Evidence from a Randomized Microcredit Program Placement Experiment by Compartamos Banco." *American Economic Journal: Applied Economics* 7 (1): 151–82.DOI: 10.1257/app.20130537
- Arora, R., U. (2012) "Financial inclusion and human capital in developing Asia: The Australian connection". *Third World Quarterly*, 33(1), 177-197.
- Arouri, M., Ben Youssef, A., Durairaj, V., Dahmani, M., & Mungomba, N. (2014) "Microfinance: A powerful tool for human development in Africa". In A. Soucat & N. Mthuli (Eds.), *One Billion People, One Billion Opportunities* (Chapter 26). Tunis: African Development Bank.
- Asongu, S., Rexon, NT. (2021) "The role of finance in inclusive human development in Africa revisited ", *Journal of Economic and Administrative Sciences* 38: 345–370.
- Banerjee, Abhijit V., Duflo, E., Glennerster, R., and Kinnan C. (2015b) "The Miracle of Microfinance? Evidence from a Randomized Evaluation." *American Economic Journal: Applied Economics* 7(1): 22–53.
- Banerjee, Abhijit V., Breza E., Duflo E., and Kinnan C. (2015a) "Do Credit Constraints Limit Entrepreneurship? Heterogeneity in the Returns to Microfinance." Working paper.
- Bangoura, L., Mbow, M. K., Lessoua, A., Diaw., D. (2016) "Impact of Microfinance on Poverty and Inequality. A Heterogeneous Panel Causality Analysis", *Revue d'économie politique*, vol. 126(5), 789-818.
- Beck, T., Demirgüç-Kunt, A., and Levine, R. (2007). "Finance, inequality and the poor." *Journal of Economic Growth* 12(1): 27-49.
- Crépon, B., Devoto, F., Duflo E., and William, P. (2011) "Impact of microcredit in rural areas of Morocco: Evidence from a Randomized Evaluation Working Paper prepared for the International Growth Centre at the London School of Economics
- Couchoro, M. K. & Gbandi T. (2018) "Microfinance et pauvreté multidimensionnelle dans la communauté économique des états de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) : Une Perspective Macro-Économique", *Mondes en développement*

- Cull, R., Demirgüç-Kunt A., & Morduch, J. (2009) "Microfinance Meets the Market." *Journal of Economic Perspectives* 23(1), Winter: 167-192.
- DeLoach, S. B., & E. Lamanna. (2011) "Measuring the Impact of Microfinance on Child Health Outcomes in Indonesia". *World Development* 39(10).
- Duvendack, M., Palmer-Jones, R., Copestake, J. G., Hooper, L., Loke, Y., & Rao, N. (2011). What is the evidence of the impact of microfinance on the well being of poor people? London: EPPI-Centre, Social Science Research Unit, Institute of Education, University of London. Retrieved from https://www.givedirectly.org/pdf/DFID_microfinance_evidence_review.pdf
- El Gout Mohamed, E. L. & Abdallah, S. (2022) "Microfinance et développement humain : Quel lien pour l'Afrique? Analyse macroéconométrique". *International Journal of Economic Studies and Management (IJESM)*, ISSN 2789-049X, Int. J. Econ. Stud. Manag. 2, No.4
- Donou-Adonsou, F. & Sylwester, K. (2016) "Financial development and poverty reduction in developing countries : New evidence from banks and microfinance institutions", *Review of development finance* (2016).
- Garikipati, S., et al. (2017) "Microfinance and Gender: Issues, Challenges and the Road Ahead". *The Journal of Development Studies* 53(5).
- Goetz, A. M., & Sen Gupta, R. (1996). "Who takes the credit? Gender, power, and control over loan use in rural credit programmes in Bangladesh". *World Development*, 24(1), 45-63.
- Guérin, I., Labie, M. & Servet, J-M. (2015) "The Crises of Microcredit". London: Zed Books.
- Habib, M., Hartel, C. & As-Saber, S. (2006) "Social protection and the role of microfinance programs: The case of the Philippines". *Asian Profile*, 34(6), 567-575
- Hansen, N., et al. (2020) "Microfinance Services and Women's Empowerment". In *Handbook on Ethics in Finance*, 1–22. New York: Springer.
- Imai, K. S., & M. S. Azam. (2012) "Does Microfinance Reduce Poverty in Bangladesh? New Evidence from Household Panel Data". *Journal of Development Studies* 48(5).
- Servet, J-M. (2009) Financiarisation et dynamique d'alternatives solidaires , *Revue Tiers-Monde*, 2009, vol. n° 197, issue 1, pages 55-70.
- Kapchanga, M. N. & Njenga, P. M. (2022) "Effects of Community Microfinance Fund on Human Development in Vihiga County, Kenya" , *Africa Journal of Technical and Vocational Education & Training*, 2022, 7(1), 177-188
- Karim, L. (2011) "Microfinance and its Discontents: Women in Debt in Bangladesh", Minneapolis: University of Minnesota Press

- Khandker, S. (1988) "Fighting Poverty with Microcredit: Experience in Bangladesh", Oxford University Press for the World Bank.
- Kuri, P. K., & Laha, A. (2011) "Financial inclusion and human development in India: An inter-state analysis". *Indian Journal of Human Development*, 5(1), 61-77.
- Kuriakose, F. & Joseph, J. (2020) "Microfinance and Human Development in Kerala", Online at <https://mpa.ub.uni-muenchen.de/98393/> MPRA Paper No. 98393, posted 30 Jan 2020 17:04
- Lapenu, C. & Doligez, F. (2007) "Mesure des performances sociales: les implications pour le secteur de la microfinance" *Recma*, n° 304, mai 2007, p. 46-62.
- Mader, P. (2015) "The Financialization of Poverty. In The Political Economy of Microfinance", 78 120. London: Palgrave Macmillan.
- Mader, P. (2013) "Rise and Fall of Microfinance in India: The Andhra Pradesh Crisis in Perspective". *Strategic Change* 22(1–2).
- Maldonado, L. Y., et al. (2020) "Promoting Positive Maternal, Newborn, and Child Health Behaviors through a Group-Based Health Education and Microfinance Program: A Prospective Matched Cohort Study in Western Kenya". *BMC Pregnancy and Childbirth* 20.
- Morduch, J. (2000) "The Microfinance Schism. *World Development*", 28(4), 617-629. [https://doi.org/10.1016/S0305-750X\(99\)00151-5](https://doi.org/10.1016/S0305-750X(99)00151-5)
- Ostojic, S. (2013) "Financial Development And Human Development In The European Union". Theses and Dissertations. 1588. <https://commons.und.edu/theses/1588>
- Pitt, M. & Khandker, S. (1998) "The impact of group-based credit programs on poor households in bangladesh: Does the gender of participants matter? *Journal of Political Economy* 106 (October): 958–996.
- Rahman, A. (2002) " Impact of Grameen bank on the nutritional status of the rural poor. " In A Rahman, R. Rahman, M. Hossain & S. M. Hossain (Eds.), *Early Impact of Grameen*. Grameen Trust, Dhaka
- Raichoudhury, A. (2016) "Financial inclusion & human development: a cross country analysis". *Asian Journal of Business Research* ISSN, 6(1), 2016.
- Subramaniam, Y., Masron, T, A ., Wahab, A, M. & Aslam Mia M. (2021) "The impact of microfinance and poverty and income inequality in developing countries", Crawford School of Public Policy, The Australian National University and John Wiley & Sons Australia
- Tarozzi, A., Desai, J., & Johnson K. (2015) "The Impacts of Microcredit: Evidence from Ethiopia." *American Economic Journal: Applied Economics* 7 (1): 54–89. DOI: 10.1257/app.20130475

UNDP – United Nations Development Programme (2023) “The millennium development goals report 2022”

Van Rooyen, C., et al. (2012) "The Impact of Microfinance in Sub-Saharan Africa: A Systematic Review of the Evidence" *World Development* 40(11).

Wydick, B. (2002) "Microfinance among the Maya: Tracking the Progress of Borrowers. *Development and Change* 33(3).